



**LU pour Vous**

Collectif QUICURY  
mail : quicury@riseup.net  
site : <https://quicury.frama.site/>



**Revue de presse 17 au 24 mai 2021**

**Liens agriculture – alimentation – biodiversité**

Articles disponibles à la demande

## **Rattrapage**

2021-05-04 Le Monde

### **« Sans les haies, nos campagnes se meurent »**

**Tribune.** Soixante ans après avoir provoqué la disparition des trois quarts des haies en France, la politique agricole commune (PAC) [débattue à l'[Assemblée nationale](#) le 5 mai] a un devoir de réparation. Elle pourrait être aujourd'hui le levier dont le pays a besoin pour sauver ce qui reste de son patrimoine arboré, à condition que le gouvernement décide de faire appliquer des mesures d'envergure en faveur de la restauration et de la réimplantation des haies dans les exploitations agricoles françaises.

Sans les haies, nos campagnes se meurent. Les oiseaux disparaissent, les cours d'eau s'assèchent, les sols sont de moins en moins fertiles. Face au dérèglement climatique, les agriculteurs peinent à protéger cultures et animaux pour continuer de nous nourrir. Une des causes de cette désertification est désormais bien connue : chaque année, plus de 11 500 kilomètres de haies disparaissent encore des paysages, alors même qu'elles constituent l'une des réponses les plus immédiates et pertinentes pour faire face à la crise.

2021-05-07 Futuraplanet

### **Quelle surface agricole est nécessaire pour nourrir un Français ?**

L'Ademe s'est intéressée à la surface nécessaire pour produire l'alimentation de la population française. L'agence estime ainsi que la production annuelle de nourriture pour un Français moyen, mangeant de la viande une fois par jour est de 4.800 m<sup>2</sup> par an. Il s'agit de l'empreinte sol, un indicateur qui prend en compte la surface agricole nécessaire pour produire la nourriture d'une personne, les émissions de gaz à effet de serre, les importations de nourritures ou de produits nécessaires à l'agriculture et l'élevage ainsi que sa consommation d'énergie.

## **Actualité**

2021-05-17 Actu environnement

### **Développer les sources d'azote est indispensable au déploiement de l'agriculture biologique**

Le déploiement mondial de [l'agriculture biologique](#) pourrait être limité par un manque d'azote, indique une équipe de recherche de l'Inrae et de Bordeaux Sciences Agro, dans une nouvelle étude dont les résultats ont été publiés le 13 mai dans la revue Nature Food. L'agriculture biologique exclut de fait les [engrais azotés de synthèse](#). Or, l'azote est indispensable à la croissance et au développement des plantes. « La fourniture d'azote aux cultures en agriculture biologique repose essentiellement sur les [fumiers issus de l'élevage](#) et, dans une moindre mesure, sur la fixation de l'azote atmosphérique dans le sol, effectuée par les légumineuses. Cependant, ces deux sources ne sont pas infinies ni inépuisables », indiquent les chercheurs.

2021-05-17 Le Monde

### **« Les géants du pétrole restent sourds aux discours des gouvernements et des écologistes. Seul l'avis des actionnaires compte »**

Le patron de total « assume ses choix pour répondre à la demande : porter la quantité d'énergie produite de 3 à 4 millions de barils (équivalent) en 2030, en boostant le gaz mais aussi l'électricité renouvelable ; compenser en partie ses émissions de CO<sub>2</sub> et multiplier par cinq ses investissements dans les énergies renouvelables d'ici à 2025. Avec un objectif « zéro carbone » au milieu du siècle. [...] L'alternative pour les investisseurs est en apparence simple : désinvestir ou rester. En 2016, lassé du refus d'ExxonMobil de « verdier » ses activités et ulcérée par son négationnisme climatique, la famille Rockefeller s'était débarrassée de ses actions. Tout un symbole, puisque la révolte venait des héritiers de John D. Rockefeller, fondateur de la Standard Oil. »

2021-05-18 France inter

### **Sauvons les haies, refuge de biodiversité**

Des tribunes publiées dans Le Monde à l'initiative de la communauté scientifique et associative rappellent l'importance des haies dans le paysage agricole français. Au total, 70 % des haies en France ont disparu en 50 ans, ce qui représente plus de 700 000 km de haies arrachées. par [Mathieu Vidard](#) La terre au carré

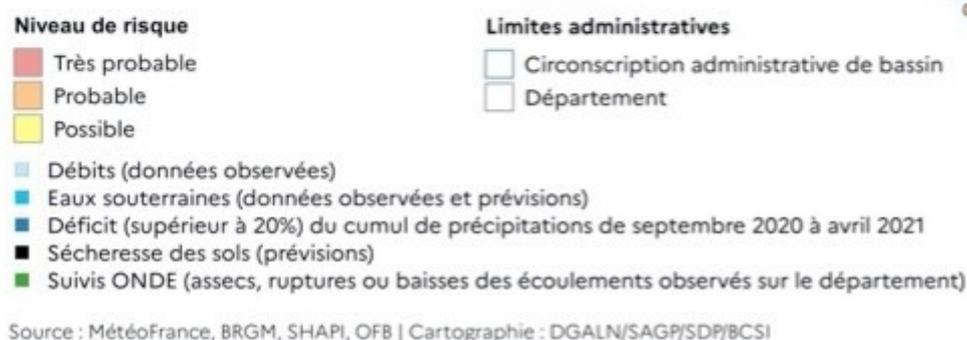
Avec **Sylvie Monier**, agronome, directrice de l'association [Mission « Haies Auvergne Rhône Alpes »](#)

2021-05-18 Actu environnement

### **La carte prévisionnelle de la sécheresse pour cet été**

L'épisode pluvieux actuel ne devrait pas changer structurellement les choses. La sécheresse est attendue cet été pour la quatrième année consécutive. Le ministère de la Transition divulgue la carte des départements concernés.

Extrait :



2021-05-19 Actu environnement

### **Lutte contre l'artificialisation : vers des objectifs différenciés selon les territoires**

Alors que le Sénat examinera mi-juin le projet de loi climat, il plaide pour une territorialisation de l'objectif de réduction de 50 % du rythme d'artificialisation d'ici 2030. Un message apparemment partagé par le Gouvernement.

2021-05-20 Le Pays

### **Grézieux-le-Marché - La niche qualitative des Salaisons Targe**

L'entreprise artisanale fabrique du saucisson sec qu'elle vend majoritairement aux grossistes. Fondée en 1892, l'entreprise dirigée depuis six ans par Christophe Blein produit qu'elle vend chaque année 300 tonnes de saucissons secs par an et emploie une quinzaine de salariés. Si Saint-Symphorien-sur-Coise s'est autoproclamée « capitale mondiale du saucisson » avec la présence de plusieurs fabricants dans son périmètre (le groupe Aoste avec Cochonou, Maison Chillet, France salaisons...), la petite commune de Grézieux-le-Marché (830 habitants) abrite elle aussi deux fabricants et producteurs, les Salaisons Montserret et les Salaisons Targe. Rodolphe Montagnier

### **Restauration collective L'Entraide tararienne a investi dans des véhicules électriques**

Institution locale, cinquième employeur du canton avec 150 salariés, une bonne soixantaine de bénévoles et un bon millier de personnes aidées chaque année, l'association assure l'aide et les soins à domicile. Car tout est élaboré sur place, avec des produits locaux autant que faire se peut. Que cela arrive de Saint-Romain, des boucheries de Tarare ou d'un peu plus loin, tout est cuisiné à la journée, préparé, conditionné, avec une seule contrainte, celle de la livraison « chaude ». Le dernier repas livré doit être à au moins 63°. Marc Selvini

### **JOUX : L'Acrosa, une pierre dans le projet Eurovia**

L'association se mobilise contre une carrière annonçant, selon elle, la future liaison Amplepuis-A89. La future carrière, comme la future route vont saccager le paysage et l'antique voie romaine, dénoncent les opposants. « Tout ce que l'on voit ici. Tout ce que l'on entend, s'il y a une carrière, ça n'existe plus », lance Sylvain Morel, vice-président de l'Acrosa, en balayant du regard la colline de la

Tronche, qui se dresse au nord de Joux entre Les Sauvages et Tarare, la vallée à ses pieds, les habitations regroupées autour d'En Vermare et de Mouillatout. L'Association contre le projet de la route des Sauvages à l'A89 se mobilise aussi contre celui que souhaite développer là Eurovia. Un projet qu'elle lie à son combat initial, celui qui lui a donné son nom Ludovic Daim

### ***Liaison Amplepuis-A89 : Verchère redonne les crocs à l'Acrosa***

Patrice Verchère l'a annoncé sitôt élu à la suite de Michel Mercier à la présidence de la Communauté de l'Ouest rhodanien (COR), l'an dernier. Relier le Beaujolais Vert, dont le maire de Cours est originaire, à l'autoroute A89, sera le mantra de son mandat. Il faudra d'abord que Région, Département et COR se mettent d'accord sur le tracé, (trois sont en concurrence, deux via Les Sauvages puis la RN7 ou la voie romaine, un via le col du Pilon, la vallée du Soanan et les Olmes) et sur le financement, au-delà des belles déclarations d'intention qui ne coûtent rien. « On parle de 30 à 35 millions d'euros qui seraient repartis à égalité entre les trois collectivités. Soit 200 euros par habitant de la COR, pour gagner 5 minutes... », chiffre Sylvain Morel, vice-président de l'Association contre le projet

### ***L'irrigation des vergers et de la vigne, l'autre sujet qui irrite***

Porteur d'un projet lancé il y a trois ans d'une retenue collinaire collective à Saint Romain-de-Popey, Nicolas Laurent a déploré que ce projet soit à l'arrêt avant de demander un assouplissement des règles et notamment pour les projets visant à augmenter les surfaces irriguées dans les zones rouges. Car c'est précisément dans cette zone qu'a été classé par l'État le territoire de l'Ouest rhodanien, en raison de ses faibles ressources souterraines en eau.

2021-05-21 Médiapart

### ***Procès du travail détaché: «C'est "Germinal" dans les exploitations agricoles»***

Par Hélène Servel (Marsactu)

Entre trois et cinq ans d'emprisonnement accompagnés de sursis ont été requis jeudi contre les dirigeants anciens et actuels de Terra Fecundis. Pour en faire un exemple, le procureur veut voir condamnée et même dissoute l'entreprise spécialisée dans le travail détaché agricole. Elle serait, selon lui, le symbole de « *l'industrialisation de la fraude sociale* ».

2021-05-21 Le Progrès

### ***Ungersheim, la transition comme une évidence***

Pionnière de la transition écologique en France, Ungersheim prévoit d'être 100% autonome en énergie d'ici 2022 ou 2023. Et comme tout est lié, la commune est aussi engagée dans l'autonomie alimentaire et travaille aujourd'hui sur un projet agricole de « terre résiliente ». Par Françoise MARISSAL.

### ***Après les pluies diluviennes, le chantier du barrage écrêteur de crue à L'Arbresle/Savigny repart***

Bloqué du fait des intempéries, le chantier du barrage écrêteur de crue sur la Turdine avait repris et l'entreprise procédait à la réalisation de la digue de terre barrant la vallée entre la RN7 et les abords du Chemin des Balmes. Le gros épisode pluvieux du 10 mai n'a pas trop impacté le chantier. L'entreprise stocke les terres argileuses qui composeront la partie amont de l'ouvrage.

2021-05-21 Le Monde

### ***Des polluants « éternels » dans les emballages à usage unique de la restauration rapide***

Une étude inédite révèle la présence de composés perfluorés, substances chimiques aux effets délétères sur la santé, que les toxicologues ont rebaptisés « *forever chemicals* » (« produits chimiques éternels ») en raison de leur extrême persistance dans l'environnement et de leur accumulation dans notre organisme.

« **Une menace** » pour l'économie circulaire » : Alors que des alternatives (emballages et vaisselle durables et réutilisables) existent, les PFAS constituent « *un exemple typique de traitements chimiques évitables* », soulignent les auteurs. Ils représentent aussi « *une menace pour une économie circulaire propre et sûre* ». Les traces de PFAS retrouvées dans certains emballages peuvent en effet s'expliquer par l'usage de carton ou de papier recyclés à partir de matériaux traités initialement aux PFAS.

## **Avec la reprise, s'expriment les paradoxes du consommateur**

C'est la question du moment : 2021, année noire ou année folle ? Distributeur, économiste, restaurateur et sociologue... Les invités du Club de l'économie confrontent leurs regards sur la reprise et sur ce qu'a changé la crise sanitaire. Par [Philippe Escande](#) et [Françoise Fressoz](#)

**Dominique Schelcher, PDG de Système U** : Les Français se sont plus que jamais focalisés sur les produits locaux. Cela les rassure. Ils font travailler l'économie locale, peut-être qu'un cousin y travaille, et l'impact environnemental du transport est réduit. Nous avons connu des croissances à deux chiffres. Les clients ont joué le jeu. Malgré un surcoût, de l'ordre de 10 à 15 % pour les fruits et légumes made in France, nous n'en avons jamais vendu autant. / Nous avons interrogé les clients à l'entrée du magasin, 62 % d'entre eux veulent que leur consommation ait moins d'impact sur l'environnement et 65 % entendent consommer plus local. Mais quand on regarde ce qu'il y a dans les chariots à la sortie des magasins, c'est le grand écart. /.../Chez Système U, la croissance de l'activité e-commerce a été de 51 % en 2020. Tout le monde s'y est mis, y compris des personnes âgées qui le faisaient un peu moins et ont découvert qu'on pouvait faire la totalité de ses courses sur Internet aujourd'hui sans difficulté, même pour les fruits et légumes ou la viande. Une tendance de fond qui restera.

2021-05-22 Le Monde

## **Néonicotinoïdes : la LPO attaque Bayer et Nufarm pour le déclin des oiseaux des champs**

Les populations d'oiseaux vivant dans les milieux agricoles ont décliné de plus de 30 % en deux décennies, en raison notamment de l'usage de pesticides. Perrine mouterde

Extrait Faire reconnaître la responsabilité des producteurs de pesticides dans le déclin des oiseaux des champs, et obtenir réparation. C'est ce qu'espère la Ligue de protection des oiseaux (LPO) en assignant en justice auprès du [tribunal de Lyon](#), vendredi 21 mai, Bayer et Nufarm, les deux principaux producteurs en France d'imidaclopride. Cet insecticide néonicotinoïde particulièrement toxique est celui qui a été le plus largement utilisé dans le secteur agricole. Quatre sociétés importatrices de cette substance sont aussi visées par la procédure.

Pour rapp'l :Publié le 29 octobre 2020 [Des niveaux alarmants de pesticides mesurés dans les sols et les vers de terre](#) Un néonicotinoïde compte parmi les substances les plus fréquemment retrouvées. Il s'accumule de manière inattendue dans les vers, où il est parfois présent à des taux « famineux ». Par [Stéphane Foucart](#)

## **Dossier La transition écologique de gré ou de force**

La contrainte environnementale amène les entreprises à réinitialiser leurs stratégies et leur modèle économique. Mais faut-il pour cela passer par le marché, par l'Etat ou par le juge ?

### **« Le phénomène d'autocontrôle explique le durcissement progressif de la loi »,**

Depuis la crise sanitaire, la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) n'est plus comprise comme une simple mesure cosmétique. Et depuis la convention citoyenne pour le climat, il n'est plus possible de remettre en cause le fait que les entreprises doivent contribuer à la sauvegarde de la planète. Mais comment faire lorsque les territoires économiques ne correspondent plus aux limites géographiques des Etats, lorsque les entreprises ne perçoivent plus le caractère obligatoire de la norme et conçoivent les droits nationaux comme un avantage ou un obstacle dont il faut savoir jouer pour assurer leur développement ? par Isabelle Beyneix, professeure associée en droit privé à l'ESCP

### **« C'est en donnant un prix aux choses que l'on évite gaspillages et pollutions »,**

Nous vivons dans un monde d'abondance comme jamais nous n'en avons connu. En 1900, en France, l'espérance de vie était de 45 ans ; elle est aujourd'hui de 82 ans ; le taux de mortalité infantile était de 145 pour 1 000, il est de 3,7. Le produit intérieur brut (PIB) a été multiplié par 10 depuis 1900. Les inégalités ont fortement reculé depuis 1970 et sont stables depuis vingt ans, ce qui fait de la France l'un des pays les plus redistributeurs au monde. La protection de l'environnement a progressé comme jamais : l'air des villes n'a jamais été aussi pur depuis un siècle, la quasi-totalité des eaux usées sont retraitées, l'agriculture biologique se développe, notre électricité est quasiment décarbonée avec le nucléaire, etc. par Jean Coldefy, directeur du programme Mobilité 3.0 et ancien responsable mobilité de la Métropole de Lyon

### **« L'obsession de la norme fait disparaître du tableau la question du sens et des valeurs »,**

La Commission européenne a lancé, mercredi 21 avril, une consultation publique sur son projet de révision de la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive, c'est-à-dire la publication d'informations sociales et environnementales sur leur

activité). L'Europe a ainsi l'occasion historique de devenir le fer de lance d'un capitalisme hautement responsable. Mais les orientations proposées par la Commission risquent néanmoins de dénaturer cette ambition par une surenchère normative qui nuit à son esprit d'origine. par Sophie Chassat, philosophe, associée du cabinet de conseil Wemean et professeure agrégée invitée à Sciences Po Paris, et Natacha Valla, économiste, doyenne de l'Ecole du management et de l'innovation à Sciences Po Paris

**« Il faut créer un Fonds national pour l'emploi, la formation et la revitalisation productive écologique »,**

Pour frayer un chemin de sortie de la crise systémique, il faut développer en grand les services publics et faire levier sur les entreprises et les banques afin de commencer à changer radicalement leur façon de faire. Développer et sécuriser l'emploi, la formation et les revenus est la question cruciale. Entrer dans le sujet de la dette publique par son remboursement est une erreur. L'enjeu majeur est de dépenser plus et autrement. Un développement écologique et social entraînant une croissance ample et non empoisonnée permettra de résorber la dette et d'élargir la base de l'assiette des impôts et même leur refonte. par Frédéric Boccara, économiste, membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE, 2015-2021) et du Comité exécutif national du Parti communiste (PCF)

2021-05-23 *Le Monde*

**Les arbitrages de la France pour la future PAC suscitent de vives crispations**

Le ministre de l'agriculture, Julien Denormandie, a présenté, vendredi, les grandes orientations de la future politique agricole commune. Les « écorégimes » cristallisent notamment tous les mécontentements. [Mathilde Gérard](#) et [Laurence Girard](#)

Extrait : Principale nouveauté introduite dans cette nouvelle version de la PAC, qui entrera en vigueur à partir de 2023 : la plus grande latitude donnée à chaque Etat membre dans la manière de redistribuer les aides européennes, à travers l'élaboration de « plans stratégiques nationaux », véritables déclinaisons locales de la PAC. Mais après plusieurs mois de négociations sur ces arbitrages nationaux, la Confédération paysanne, la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB), la plate-forme Pour une autre PAC, ainsi que les organisations WWF, Greenpeace et France Nature Environnement (FNE) ont quitté avec fracas le CSO, dénonçant un « simulacre de négociation » et « un statu quo » qui renforce un modèle agricole « à bout de souffle ».

**Un quart des Français déclarent limiter leur consommation de viande, les végétariens restent marginaux**

Selon une étude réalisée à la fin de 2020 par l'institut IFOP pour le compte de FranceAgriMer, « 79 % considèrent que manger de la viande est nécessaire pour être en bonne santé ». *Le Monde* avec AFP